

diskar-amzer 2019

HARZ-LABOUR

niverenn 26 — numéro 26



autumne 2019



L'ÉCOLOGIE CONTRE LE CAPITALISME

C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale.

Georges Bernanos

À chaque nouveau rapport des spécialistes sur le changement climatique et ses conséquences, la catastrophe présente et à venir se confirme, et l'alerte lancée par la jeunesse à propos du futur de la planète n'en devient que plus légitime. Les disparitions d'espèces animales, les inondations, les sécheresses, les décès liés aux canicules sont déjà une réalité, et nous devons nous préparer à ce que des îles soient englouties, des bactéries jusqu'alors retenues dans la calotte glaciaire libérées, et les terres situées au niveau de l'équateur tout simplement inhabitables.

Cette situation est essentiellement le résultat d'une émission trop importante de CO₂ par les êtres humains, liés à la sur-utilisation des combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz). Cette surproduction d'énergie est à la fois ce qui a permis au monde moderne d'exister, et ce qui risque de nous détruire. Parallèlement, tout prouve que les solutions vendues pour continuer à produire autant en émettant moins de CO₂ sont des leurres. Le recours au nucléaire est insoutenable, en raison des risques d'accidents, des 240 000 ans nécessaires à l'élimination des déchets, de la dépendance au lithium, à l'électricité et à l'eau, et du fait que la stabilité des centrales est peu compatible avec les variations du climat, les tempêtes et les sécheresses. Aussi, rappelons que la France ne produit pas d'uranium, et l'extrait du Niger. Alors que les Nigériens ont un mal fou à obtenir des visas pour la France, le pays est occupé depuis des décennies par l'armée française, sous des prétextes divers et variés. Les pro-nucléaires n'ont pas de solution, ni s'agissant de l'extraction, ni pour l'élimination des déchets. Ils se cantonnent à ce qui se passe entre les deux, et leur opinion technique est donc sans intérêt.

Quant à elle, l'extraction du gaz de schiste, promue pour tenter de faire baisser les émissions de CO₂, nécessite l'acheminement d'eau et de camions (et donc l'utilisation de pétrole), et a déjà déclenché plusieurs tremblements de terre lors du processus de forage. Quant à la construction d'éoliennes, elle nécessite cent fois plus de métal que les centrales électriques classiques, ainsi que la production de batteries pour stocker l'énergie... Qu'on s'en inquiète

ou qu'on s'en réjouisse, il faudra produire moins d'énergie, et vivre autrement.

Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.

Kenneth Boulding

Le réchauffement climatique est le résultat d'un mode de production, de la nécessité de produire toujours plus pour maintenir le taux de profit des entreprises. Depuis plus de 50 ans, le produit intérieur brut (PIB) est basé à 100% sur la consommation d'énergie, qui dépend à 85% des énergies fossiles. Dire que le réchauffement climatique est lié à l'activité humaine est vrai, mais cela manque de précision. La destruction de l'Amazonie résulte des incendies liés au réchauffement climatique, mais aussi, de Bolsonaro (président brésilien d'extrême-droite) à Morales (ancien président bolivien de gauche), en passant par Macron, au même fanatisme du productivisme et de la croissance à tout prix. Dans toute une partie de l'Amazonie, de larges pans de la forêt sont brûlés pour que les terres soient transférées à l'agriculture productiviste, et le désastre écologique ne se résume pas aux changements climatiques. La mise en danger de la biodiversité entraînée par l'usage de pesticides et par le développement d'OGM est un exemple. La pollution des océans par la production d'emballages, par les transports, ou par la pêche productiviste en est un autre. Ce sont des modes de production qui sont en cause, et non la simple activité humaine.

Qui aurait été assez insensé pour croire que le recyclage aurait pu arrêter Hitler, que le compostage aurait pu mettre fin à l'esclavage ou nous faire passer aux journées de huit heures, que couper du bois et aller chercher de l'eau au puits aurait pu sortir le peuple russe des prisons du tsar, que danser nus autour d'un feu aurait pu nous aider à instaurer la loi sur le droit de vote de 1957 ou les lois des droits civiques de 1964 ? Alors pourquoi, maintenant que

*la planète entière est en jeu,
tant de gens se retranchent-ils
derrière ces « solutions » tout à fait
personnelles ?*

Derrick Jensen

Souvent, les discours gouvernementaux tentent de nous faire croire que nous serions tous responsables et à égalité face au changement climatique. C'est d'abord oublier que ce sont les plus pauvres qui vivent dans les zones les plus polluées et qui sont les plus exposés à la pollution dans leur travail. En outre, endurer la canicule au milieu du béton ou en bord de mer n'est pas la même expérience. En masquant les inégalités face au réchauffement climatique, et en diluant les responsabilités face aux causes, les gouvernements tentent de faire oublier que la pollution est organisée par quelques uns, ceux qui détiennent les moyens de production, et les utilisent en fonction de leurs intérêts.

*L'État est le plus froid des
monstres froids. Il ment
froidement ; et voici le mensonge
qui s'échappe de sa bouche : « Moi
l'État, je suis le peuple. »*

Friedrich Nietzsche

Il n'y a rien à attendre des institutions étatiques, dont la raison d'être est de faire perdurer les choses telles qu'elles existent. Les mairies des grandes villes ne sont pas non plus nos alliées. À Rennes et en banlieue, nous n'oublions pas les interdictions de manifester dans les centre-villes pour que continue un commerce qui épuise les êtres humains autant que la nature, comme les subventions aux entreprises polluantes ou le soutien au développement des grandes surfaces. Dans ce contexte, rendre une rue piétonne ou mettre des produits bios dans les cantines ne peuvent être vues que comme des mesures cosmétiques et électoralistes.

Une politique écologique n'est pas compatible avec le développement de la métropole. Nous ne sommes pas trop nombreux, et nous ne manquons pas de place, mais la ville concentre un mode de développement prédateur. Elle ne s'étale que sur 2 % de la surface de la terre, mais abrite la moitié de la population, consomme les trois quarts de l'énergie produite, et rejette 80 % du CO₂.

*Tout est mensonge. Seule est la
vraie vie.*

Irène de Grandpré

Le *greenwashing* des entreprises est aussi un leurre. L'origine de l'expression « développement durable », est

le rapport Brundtland de 1987, proposant de résoudre les problèmes écologiques et climatiques par la croissance économique. Pourtant, depuis les années 90, les dommages écologiques n'ont fait que s'accroître, en raison précisément de la course à la croissance économique. Ces trente dernières années, les politiques de développement durable, dans les entreprises, les administrations, à l'échelle des collectivités territoriales ou des États, ont démontré leur complète incapacité à diminuer notre empreinte carbone et nos impacts environnementaux. Cela n'est pas surprenant, puisque le volet environnemental passe systématiquement après l'enjeu premier des organisations : développement et compétitivité.

*Ce qui vient au monde pour ne rien
troubler ne mérite ni égards ni
patience*

René Char

Dans ce contexte, les entreprises capitalistes responsables du désastre en cours tentent de sauver leur image. Nous n'avons pas à nous laisser attendrir par les entreprises soutenant les grèves pour le climat, par les fondations fondées par des grands patrons pour faire semblant de soutenir Greta Thunberg, ou par l'escroquerie du groupe Biocoop : 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaire en 2018, une minorité seulement de magasins – les moins rentables – sous le statut de coopératives, et le développement d'une société de transport de marchandises en camions ... C'est une lutte ferme qu'il faut mener, contre l'économie et ses militants.

*Il faut apprendre à voir loin (...)
Vouloir libère.*

Friedrich Nietzsche

Pour accroître la puissance de notre mouvement, nous devons continuer, comme nous le faisons depuis des mois, à alerter sur le désastre à venir, mais aussi sur celui en cours. Si nous avons des raisons d'être inquiets, et de l'affirmer avec force, nous devons affirmer avec la même détermination notre croyance dans une autre manière de vivre, à défendre ici et maintenant. Aussi, nous ne pouvons pas limiter notre action à la production de discours, et nous devons continuer les actions directes contre le capitalisme global, là où nous le pouvons. Les blocages de grandes surfaces sont un exemple parmi d'autres. Enfin, l'ancrage local est important.

*Il n'y a plus beaucoup de liberté
dans le monde, c'est entendu, mais
il y a encore de l'espace.*

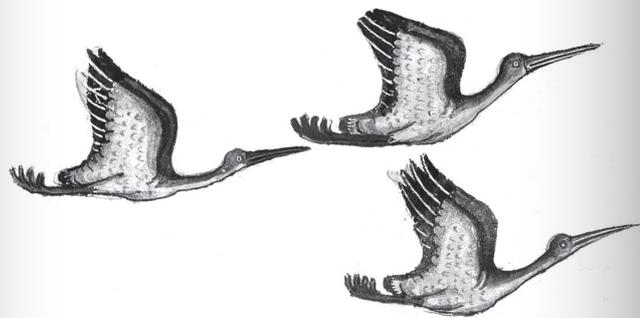
Georges Bernanos

Il ne s'agit pas de se satisfaire d'une expérience personnelle,

d'une production locale, mais de développer des prises sur le monde. À Notre-Dame-Des-Landes, quarante ans de lutte et des modes d'actions sans cesse renouvelés ont mis en échec l'État et les entreprises qui voulaient détruire les terres et la biodiversité pour construire un aéroport. Depuis, des modes de production alternatifs, dont la permaculture, s'élaborent, pendant que se pense la solidarité avec les autres luttes (celles des Gilets jaunes, ou les manifestations contre les violences policières, par exemple), la mise en commun d'une production agricole sur des piquets de grève ou dans des soirées de soutien, le partage d'expériences victorieuses, les réflexions stratégiques, etc. Car nous devons, à partir d'expérience locales, mener un combat contre un désastre global.

« La révolution ou la mort », ce slogan n'est plus l'expression lyrique de la conscience révoltée, c'est le dernier mot de la pensée scientifique de notre siècle. Ceci s'applique aux périls de l'espèce comme à l'impossibilité d'adhésion pour les individus. Dans cette société où le suicide progresse comme on sait, les spécialistes ont dû reconnaître, avec un certain dépit, qu'il était retombé à presque rien en mai 1968. Ce printemps obtint aussi, sans précisément y monter à l'assaut, un beau ciel, parce que quelques voitures avaient brûlé et que toutes les autres manquaient d'essence pour polluer. Quand il pleut, quand il y a de faux nuages sur Paris, n'oubliez jamais que c'est la faute du gouvernement. La production industrielle aliénée fait la pluie. La révolution fait le beau temps.

Guy Debord



**Breve chronologie incomplète
de la lutte contre l'aéroport
et de la Zad de Notre-Dame-des-Landes.**

Années 60-70 : naissance du projet d'aéroport. Opposition du monde paysan.

1980-2000 : mise en veille du projet.

2000 : Relance du projet. Début de l'opposition associative.

2007 : ouverture des Rosiers, première maison squattée sur la Zad.

2008 : « Les habitants qui résistent » lance un appel à venir « occuper la Zad ».

2009 : Camp action climat sur la Zad, plusieurs participants s'installent sur la zone.

2010 : de nouvelles maisons sont occupées sur la Zad.

Tracto-vélo avec plusieurs milliers de manifestants.

2011 : manifestation-occupation du Sabot : 1000 personnes défilent fourches en main et défrichent un terrain pour un projet de maraîchage collectif. Camp anti-G8 sur la ZAD.

janvier-juin 2012 : plusieurs lieux occupés reçoivent un avis d'expulsion. Manifestation à Nantes avec 300 tracteurs. Grève de la faim de deux paysans rejoints par d'autres opposants.

octobre 2012 : Opération César, jusqu'à 2000 policiers sont mobilisés pendant plusieurs semaines pour évacuer la zone. Résistance déterminée sur le terrain mais certaines habitations sont détruites. Création de plus de 200 comités de soutien en France.

novembre 2012 : Le 17 novembre, 40 000 personnes participent à la manifestation de réoccupation et construisent la cha-teigne, ensemble de nouveaux bâtiments pour la lutte. Les 23 et 24 novembre, la Cha-teigne est attaquée par des centaines de policiers, 100 résistants blessés dans la forêt de Rohanne. Les grands axes de la région sont bloqués. Le gouvernement stoppe l'opération César. Début de l'occupation militaire aux carrefours stratégiques de la zone. De nouvelles personnes s'installent sur la zone.

janvier 2013 : arrêt de la cour de cassation qui donne un répit de dix-huit mois à deux ans sans expulsions des occupants sans titres. L'occupation policière, devenue intenable, prend fin.

2014 : Le 22 février, une manifestation de plus de 50 000 personnes et 500 tracteurs submerge Nantes. Le gouvernement reporte le démarrage des travaux.

2015 : de nouvelles menaces d'expulsions planent, le mouvement se mobilise largement. En novembre, un convoi de tracteurs et de vélos part de Notre-Dame-des-Landes et arrive à Versailles à la veille de la COP 21 malgré les interdictions de circuler et l'état d'urgence.

2016 : manifestation-blocage du périphérique de Nantes et du pont de Cheviré, 20 000 personnes et 400 tracteurs. François Hollande annonce un référendum sur le projet d'aéroport. Le 27 février, 50 000 personnes occupent la quatre-voies Nantes-Vannes.

7-8 juillet 2016 : 25 000 personnes participent au rassemblement estival du mouvement.

L'université d'été du PS devant se dérouler à Nantes est annulée sous la pression conjointe des mouvements anti-aéroport et contre la loi travail.

Automne 2016 : 8 octobre, rassemblement de 40 000 personnes sur la Zad.

17 janvier 2018 : Annonce par le premier ministre Édouard Philippe de l'abandon du projet d'aéroport. Une négociation s'ouvre alors dont l'enjeu est la rétrocession des terres au mouvement anti-aéroport.

Printemps 2018 : 2500 policiers sont mobilisés lors de deux opérations d'expulsion : 40 lieux de vie sont détruits.

FROM ZAD WITH LOVE

Occupation des terres pour empêcher l'implantation d'une infrastructure nuisible, opposition physique au démarrage des travaux, construction de lieux de vie et parfois d'habitats sur ces Zones à défendre (zad), le répertoire d'action des zads est de ceux qui joignent les gestes de refus aux gestes créateurs, qui permettent à la fois de combattre le capitalisme dans ce qu'il a de plus concret et d'expérimenter des manières de vivre autrement. Et il se passe rarement une semaine sans que l'on entende parler d'une de ces luttes territoriales qui parsèment l'hexagone : Zad de Bretignolles contre la destruction d'une dune et l'installation d'un port de plaisance en Vendée, ZAP de Saint-Père-en-Retz contre l'installation d'un *surfpark* à quelques kilomètres de la mer, lutte de L'Amassada contre la construction d'un transformateur électrique à Saint-Victor et l'implantation de parcs éoliens dans tout l'Aveyron, etc. les luttes qui s'organisent contre des projets démesurés, destructeurs, irresponsables et/ou mégalomaniaques sont encore vives. Et la répression auxquelles elles font face, comme lors de l'expulsion de l'Amassada au début de l'automne ou encore l'annonce de l'expulsion à venir du quartier de Lentillères à Dijon au même moment que l'annonce de l'abandon du projet d'urbanisme qui devait s'y dérouler, sont sans doute un signe de leur efficacité. Ainsi, l'expulsion par la police d'une partie des habitants de la zad de Notre-Dame-des-Landes après l'abandon du projet d'aéroport et les déchirements concomitants, n'auront pas suffi à faire disparaître l'occupation physique des terres du répertoire de lutte des militants écologistes. Plus que ça, la généralisation de l'occupation des ronds-points depuis novembre dernier aura répandu l'évidence du geste de l'occupation, de la construction et du partage d'une vie commune, même dans les endroits les plus inhabitables. En témoigne l'occupation du rond-point des vaches à Rouen et la construction de Notre-Dame-des-Palettes sur place. Et s'il n'y a rien d'évident à dire que les gilets jaunes sont devenus zadistes (c'est malgré tout le cas de quelques-uns), il n'en est pas moins vrai que « le romantisme des cabanes » a bien participé à répandre les gestes d'occupations des terres chez les gens qui luttent.

Ainsi, contrairement à ce qu'affirmait le 18 mai 2018 Gérard Collomb, alors qu'il était encore ministre de l'Intérieur, nous entendons toujours parler de la zad. Et celle de Notre-Dame-des-Landes, est bien toujours vivante. Blessée puisqu'amputée d'une part considérable de ce qui en faisait la vie. Changée puisque la défense de la zone s'est réorientée d'une lutte contre l'aéroport (et son monde) à une lutte contre l'agriculture intensive et l'accaparement des terres, puisque les terres occupées sont maintenant légalisées ou en voie de l'être, puisque certaines normes et

institutions publiques reprennent force d'empêchement. Mais vivante puisque une bonne moitié de ses habitants y vivent toujours, que les maisons et les principales cabanes non-détruites sont encore occupées sans titre et que quelques lieux et infrastructures ont été (re)construits, que de nombreuses activités y ont encore cours. Si un bon nombre d'anciens habitants ont quitté la zone, d'autres s'y sont aussi installés. Pour autant la zad de Notre-Dame-des-Landes n'est plus la zone sans police et sans la majorité des institutions nuisibles qu'elle a été. L'expérimentation libre de nouvelles formes de vies est donc évidemment rendue plus compliquée et doit se faire plus discrète, particulièrement sur les emplacements détruits lors des expulsions du printemps 2018 qui sont aussi les lieux non « protégés » par les projets agricoles légaux. Par conséquent, depuis les expulsions du printemps 2018 qui ont suivi l'abandon du projet d'aéroport, il est aujourd'hui beaucoup plus compliqué de s'installer et de bâtir librement un lieu modeste pour soi et pour les siens. Ce que beaucoup avaient pu faire, en bordure de champ par exemple ou au cœur de la forêt, selon leurs envies. Il est évidemment toujours possible de s'y installer sans droit ni titre, mais il faudra faire montre de discrétion, ou bien, souhaiter s'installer en développant un projet agricole respectant, au moins en façade, le cadre légal.

C'est d'ailleurs cette facette agricole qui est principalement mise en avant par nos camarades lorsqu'ils parlent de ce qui se vit encore sur place. L'extension de la maîtrise des terres et l'installation agricole qui dominent aujourd'hui le discours doivent cependant être lues en ayant en tête la phase de négociation actuelle avec les pouvoirs publics. Car les négociations ont toujours cours, et ce qui est discuté depuis quelques mois c'est la répartition de l'usage des terres qui devaient accueillir l'aéroport. Cette phase, difficilement rejoignable par le mouvement puisque se jouant essentiellement dans les méandres institutionnels, a néanmoins débouché sur la récupération d'une surface de terres agricoles sensiblement plus grande que celle occupée par le mouvement il y a deux ans. Ce sont aujourd'hui plus de 335 ha qui sont entrés dans le giron du mouvement (contre environ 110 ha avant les expulsions). Ces terres, sont donc en bonne partie officiellement allouées à l'installation de structures paysannes déclarées, mais la répartition réelle de leur usage se discute au sein de l'assemblée des usages qui rassemble une partie des habitants de la zone et un certain nombre des gens du pays investis dans la vie de la zad. L'un des écueils de cette orientation du discours sur la question agricole pour des raisons de calendrier de négociation, est qu'elle cache malgré elle les activités qui ne correspondent pas à ces enjeux. Les chantiers-école, la gestion forestière, les constructions d'habitats et d'infrastructures, les activités productives vivrières, et évidemment toutes les activités improductives qui sont nombreuses : réfléchir à la réinvention de rituels sociaux liés à la vie dans le bocage, passer du temps avec les siens, organiser des fêtes et des banquets, se promener, se reposer, participer à la vie des luttes du pays nantais, apprendre à reconnaître les plantes, régler les problèmes de voisinage, etc. Contrairement à ce que le vocable de « légalisation » laisse penser, non, la zad vue comme lieu d'expérimentation sociale n'est pas enterrée. Pour autant, quelques questions se posent pour aujourd'hui et

surtout pour l'avenir : est-ce que la place importante que prennent les structures économiques légales, et le rapport au travail qu'elles impliquent, ne risque pas de favoriser la segmentation des pratiques ? Est-ce que les infrastructures productives créées ne vont pas happer les habitants et les contraindre à s'enfermer dans le fonctionnement de ces infrastructures ? Est-ce que ces infrastructures vont pouvoir continuer, à terme, à alimenter et à renforcer les luttes actuelles ? En d'autres termes, est-ce que ce coin de bocage va pouvoir continuer à être une terre de lutte contre le capitalisme sans devenir une marge du système économique ?

L'avenir seul pourra répondre à ces questions, mais il y a fort à parier que c'est la capacité du mouvement à faire vivre une histoire commune, à densifier les liens entre les communautés et à trouver des articulations nombreuses avec les autres luttes qui décidera du sort de ce qui se joue aujourd'hui à Notre-Dame-des-Landes. C'est l'instauration d'usages et de liens suffisamment forts qui favorisera, par la force du temps, l'émergence d'une coutume ancrée prévalant sur les sphères juridiques et qui permettra, par exemple, la pérennité de l'usage collectif des terres en opposition au cadre de la propriété privée.

« Si nous pouvons aujourd'hui continuer d'expérimenter ce processus de communisation du bocage, c'est bien parce que nous avons occupé la ZAD des années durant, et que nous nous y sommes férocement battus. Si nous voulons que des expériences similaires se déploient ailleurs, il faut continuer de se battre et d'impulser partout d'autres luttes, d'autres occupations. Aucune « réforme agraire », aucun gouvernement, ne nous donnera les terres, ne rendra la Terre. Nous ne les (re)prendrons qu'en attisant le penchant insurrectionnel de l'époque et en s'attelant à la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire. [...] Mais si nous ne voulons pas que ces insurrections en puissances continuent de « s'étrangler au stade de l'émeute », si nous désirons qu'elles accouchent d'un moment révolutionnaire, il s'agit de commencer partout à préfigurer localement le monde que nous voulons voir advenir. Nul besoin d'attendre le renversement total de l'économie et de la destitution de l'État républicain pour s'auto-organiser dans et contre le monde capitaliste. Au contraire, pour rendre ce renversement possible il s'agit de constituer dès à présent, en ville comme à la campagne, les embryons de pouvoir communal et de solidarités locales à même de s'y substituer demain. »

Prise de terre(s)

C'est par ces mots que certains de nos amis vivant à Notre-Dame-des-Landes ont souhaité récemment mettre la question foncière sur le tapis. Au moment où un quart du territoire national va changer de main dans les 10 ans avec le départ à la retraite de 50% des paysans : se poser sérieusement la question d'extraire le sol, ce qui y pousse ou ce qu'on y trouve, des mains des structures capitalistes et de leurs pratiques nuisibles et polluantes. Aujourd'hui, alors qu'un mouvement écologiste émerge de nouveau avec une certaine vigueur, il importe de voir comment prolonger les manifestations et les blocages ponctuels par un travail de long terme. Se doter de moyens de productions

dans des structures collectives est un moyen de réduire partiellement le poids de l'économie sur certains aspects de nos vies mais aussi de développer une force matérielle qui servira aux luttes.

Pour qui vit en ville, plusieurs stratégies se présentent pour accompagner les luttes par une dynamique de long terme : quitter la métropole pour accéder aux terres, en occupant des parcelles, en les achetant entre amis, en communisant des parcelles héritées, en se mettant en relation avec des paysans sympathisants, etc.) et tâcher de faire bénéficier les réseaux de lutte et les bandes d'amis des produits des cultures ; mais aussi se poser la question du foncier urbain et envisager de soustraire du bâti ou des terres des sphères du marché immobilier des métropoles pour les mettre au service des habitants. Faudrait-il cultiver largement les espaces vides des campus universitaires pour nourrir les précaires que nous sommes ? Faudrait-il occuper durablement les terrains où de nouveaux immeubles hideux et invivables doivent être construits ? Faudrait-il acquérir collectivement des immeubles pour les soustraire à la propriété individuelle et nous permettre de vivre à des coûts moindres ? Faudrait-il monter des écoles buissonnières de la construction, de la paysannerie, de l'habillement, etc. qui permettraient de diffuser les savoir-faire tout en répondant à des besoins matériels ? En un mot, comment ne pas se contenter des dynamiques d'opposition et comment construire, en ville aussi, des formes de mises en commun qui seront autant de supports pour nos luttes et nos vies.



LE VERTIGE DE L'ÉMEUTE

Un an après le début du mouvement des Gilets jaunes, Le vertige de l'émeute s'avère être un des livres de cette fin d'année. Il nous intéresse à plus d'un titre. D'une part, parcequ'il s'agit d'une description sensible de l'émeute, phénomène politique que nous devons prendre au sérieux si nous souhaitons comprendre notre époque. Romain Huet laisse la question de savoir « qui sont les émeutiers » aux journalistes, aux policiers et à nombre de ses collègues sociologues qui, le plus souvent, n'y comprennent rien. Si *Le vertige de l'émeute* saisit précisément ce qui a pu s'éprouver au sein des cortèges de tête ou sur les Champs-Élysées, son auteur n'idéalise pas les formes. La routine qui peut s'installer dans la reproduction des mêmes configurations, la focalisation sur des symboles, la reconstitution des décors alors que le possible n'est plus là, sont finement analysés, et doivent nous interpeller. Ce livre sera discuté en présence de l'auteur à la Maison de la Grève ce dimanche 1^{er} décembre, pour l'anniversaire des émeutes sur les Champs-Élysées. En attendant, en voici les bonnes feuilles.

L'émeute n'est pas seulement l'objectivation du pouvoir, mais aussi son altération sur le plan matériel. La consistance de l'action de casser réside en ceci : les destructions renferment une charge de réalité. Le cours habituel des choses est interrompu (...)

L'émeute est simulation du chaos. Elle ne consiste pas seulement en l'affrontement avec les forces de l'ordre. Elle opère aussi des destructions bruyantes, provoque des percées et des appels d'air. Le sens de ces fulgurances destructrices n'est pas de faire surgir une révolution mais plutôt de provoquer une vision et un son qui illuminent momentanément les sensations. En effet, la destruction est

bruyante : fracas du marteau sur la taule ou les vitres, éclatement du verre au sol, bouteilles de verre renversées de leurs containers, etc. La destruction crée également un vide coloré par les nuages de lacrymogènes, de feux d'artifice et autres fumigènes. Produire un chaos coloré et bruyant fait surgir un état de confusion, comme si, physiquement et dans le champ de la perception, les formes, les règles, les déterminations habituelles qui contraignent la vie étaient momentanément

suspendues. Si le déchaînement collectif est rendu possible, c'est parce que les déterminations habituelles du monde paraissent perdre de leur efficacité jusqu'à être annulées. Il n'est alors pas étonnant de voir une émeute ou une manifestation sauvage commencer toujours par le geste de renverser des poubelles, de les traîner par terre, afin de se procurer quelques projectiles empilés dans un caddy de supermarché, mais aussi simplement pour se laisser saisir par le son émanant du choc des bouteilles entre elles. La consistance n'est pas dans le geste de renverser la poubelle, mais dans la création d'une atmosphère préparatoire au chaos. Dans l'émeute, il n'y a pas des énergies mais seulement des intensités. Les émeutes simulent le chaos en offrant à la vue un chaos localisé, circonscrit dans l'espace et ponctuel. Ceci revient à dire que l'émeute n'est pas tant le lieu où les pulsions se déchargent, où les individus se livrent tout entiers à leurs instincts ou à leurs haines irrépressibles. Il y a plutôt une mise en forme organisée du désordre : une exposition du désordre. Cette mise en forme du chaos est une façon de produire une nouvelle configuration ; elle est de jouer la scène de la déroute du pouvoir et de simuler l'effondrement de la cohérence du monde. En cela, l'émeute crée un espace d'illusion : elle vient troubler les ordres, à défaut de les ébranler ou de les renverser. C'est là son effet sur le long terme, le trouble qu'elle sème, le sel qu'elle jette sur le cœur du pouvoir. (...)

Dans la configuration émeutière, il y a donc un retournement du rapport avec les forces de l'ordre ; du respect qui leur est attaché dans la vie ordinaire à leur mépris lors de l'émeute et, plus largement, à la dissipation du pouvoir, sinon à son évanouissement¹. Les forces de l'ordre peuvent alors être insultées, rabaissées et humiliées par le langage. Elles peuvent aussi être atteintes dans leurs corps. L'émeute s'alimente de ces ambivalences. Elle devient un temps symbolique de suspension des formes et

offre un défi narquois ou rageur aux forces de l'ordre. Cependant, cette violence appartient surtout au registre du simulacre. Exposer le caractère ludique et festif de l'émeute ne vise pas à euphémiser ses effets de réalité, mais plutôt à indiquer sa tonalité affective générale entre joie, ivresse et vertige.

Cette analyse de la « forme spectacle » de l'émeute témoigne de son caractère profondément équivoque et romantique. Les émeutiers se donnent une liberté qu'ils n'ont pas d'ordinaire : la possibilité de l'injure et de la violence à l'endroit des forces de l'ordre ainsi que de la dégradation des lieux et des mobiliers urbains. La musique (fanfare, djembé, sono portable), slogans chantés, masques, corps assemblés, tenues vestimentaires, corps qui s'affirment avec impertinence, humour et exubérance, sont les éléments de cette forme spectacle. L'émeute inspire les passions et le chaos en réponse à la rigidité, au sérieux et à la froideur de l'État. Il y a donc un charme de l'émeute en tant qu'elle fait rupture avec les expériences ordinaires. Cet attrait s'éprouve notamment au cours de la désorganisation qui advient dans le champ des perceptions, des couleurs, des odeurs, des visages ou des corps gagnés par l'excitation.

Mais, à mesure que les émeutes se répètent d'une semaine à l'autre en période de mouvements sociaux, leur charme s'effrite. C'est alors que les émeutiers ont davantage recours au spectacle, à la recherche de l'éclat et de la fulgurance. Autrement dit, pour faire face à l'épuisement du charme, l'intensification de la forme spectacle s'impose. Plus la forme spectacle s'affirme, moins l'émeute se vit. En effet, il y a une certaine supercherie dans le spectacle. Les émeutiers sont face à leurs contradictions dans la mesure où ils apparaissent exactement selon les modalités de la société qu'ils contestent². L'émeute perd alors de sa puissance subversive. Les jubulations de l'émeute deviennent autocongratulations. Elle n'est plus l'événement qui griffe le pouvoir. L'émeute n'a alors d'autre importance que sa propre célébration. Elle perd ainsi de son pouvoir de nuisance.

1. Cette focalisation sur les forces de l'ordre et leurs violences témoigne de l'incapacité collective à avoir prise sur le pouvoir et à transformer de fond en comble la société. Les forces de l'ordre apparaissent comme l'incarnation visible du pouvoir et c'est seulement à leur endroit qu'une action est possible.

2. Guy Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel, 1967. G. Debord fait partie des références constantes évoquées par les émeutiers. Nombre d'inscriptions scripturales sur les murs lui sont empruntées.

– Steve, pourquoi as-tu sauté dans la Loire ?
– Je n'ai pas sauté, tu le sais.
– Mais tu es mort noyé, ton corps flottait ce matin à la surface de l'eau.
– Tu sais bien pourquoi je flottais, sauf si tu es le premier ministre.
– J'entends que ta voix est sourde tandis que la sienne est officielle.
– Une voix sourde s'entendra encore et la sienne s'effacera avec lui.
– Steve, pourquoi avoir sauté dans la Loire ?
– Je n'appelle pas Loire ce courant froid comme le temps.
– A-t-elle un nouveau nom ?
– Les mots que je choisis remontent à leur tour à la surface. Je ne les connais pas encore...

État policier quand le ministre de tutelle encourage l'agent le plus brutal à suivre sa pente. Quand la terreur martiale fait office de légitimité. Quand la justice s'efface devant la police. Quand ton voisin croit protéger son pedigree en te dénonçant par avance. Quand la mort d'un homme dans les mains des *hommes de l'ordre* ne choque plus grand monde. Quand chaque agent devient l'agent le plus brutal en réponse au sourire prognathe d'un Castaner. Quand le cerbère donne des conseils au vieil Hadès engoncé dans son casque.

Après, c'est le mot d'ordre commun des gouvernements et des révolutionnaires. La haine de la *transformation*, au nom de l'ordre ou de la justice. L'attente sans fin de nouvelles cartes, l'ajournement perpétuel. Avec toujours une bonne raison de ne rien tenter. Le retranchement comme paresse ou comme purisme, l'atrophie assurée.

Ne plus gagner de temps, mais se perdre sans compter. Atteindre le présent par le milieu. Lui donner sens, et mieux voir.

Le jet d'un pavé dans une vitrine bancaire est aujourd'hui la pire des violences. Les bien-pensants (éditorialistes, politologues et politicards, philosophes de plateau, etc.) réunis par la télévision n'en démordent pas. De même qu'un pet lâché dans certain contexte bourgeois provoque l'effroi, un pavé messenger conduit instantanément à la fiévreuse indignation de ceux que l'assassinat d'un jeune homme sans papiers par un flic de la BAC laisse parfaitement froid. Il faut croire que ce qu'on reproche aux émeutiers, c'est surtout de ne pas porter l'uniforme ! Les spécialistes ne supportent pas qu'empiètent sur leurs plates-bandes des amateurs capables, à moindres frais, de susciter quelque significatif fracas. Le jour où les grands patrons prendront la fuite (sait-on jamais), on peut supposer que ce même pavé aura été dopé à la dynamite.



Il a quitté Kinshasa pour la Turquie, des hommes l'ont agressé, dépouillé, ce qui restait de lui est passé en Grèce, d'Athènes il a volé vers l'Allemagne, puis roulé vers Paris. Plus tard il est venu en Bretagne où il a travaillé une année comme maçon sur des chantiers de construction. Sa demande d'asile a été rejetée, son recours aussi, et son autorisation de travailler n'a pas été prolongée. Il est fatigué. Je lui dis : « Tu n'as pas le droit d'être fatigué. J'ignore comment, mais tu vas rattraper l'horizon. J'ignore lequel, mais forcément qu'il t'appartient. » Il me regarde avec intérêt et compassion, avant de répondre : « Tu as d'autres choses à me dire ? » Sa voix est calme et ma langue est coupée.

En quelques années la tique a su développer une notoriété qui ne se dément toujours pas. Pas besoin de porter le voile pour inspirer le respect, de porter un uniforme ou un gilet jaune, de montrer son cul, il suffit maintenant de se déguiser en tique, de se faire tique. Pour autant la tique authentique est la seule reconnue par la science, c'est elle qui donne, car elle est causative, la maladie de Lyme. La haine de la nature a trouvé avec la tique son alibi existentiel : sortir des zones bitumées, s'aventurer en forêt ou dans un quelconque bocage, c'est courir la chance d'éprouver des sensations périmées, et c'est aussi risquer sa vélocité, pour ne pas dire sa santé. Le malade ne bénéficiant en général que d'une faible couverture médiatique, mieux vaut rester bien portant et papoter à propos de la tique, laquelle arrive presque en tête du *top* (la tique est au top !) de la terreur sans même avoir déclaré la moindre guerre à l'occident, rien qu'en suivant sa nature, comme César suivait la sienne, ou Jésus-Christ. Ou toi.